



Boycott du CTA du 17 janvier 2020

Communiqué de presse de la FSU

La Rectrice convoquait ce jour un CTA ayant pour objet l'étude de la dotation académique et sa répartition.

Ce CTA devait se tenir dans un contexte où la contestation de la réforme des retraites ne faiblit pas, pas plus que celle de la politique éducative de Blanquer. Ainsi, le rectorat était-il bloqué hier jeudi 16 janvier, et son parking transformé en celui du commissariat ; les forces de l'ordre ayant investi massivement les lieux pour les protéger d'un danger que l'on ne sait pas.

La FSU a donc décidé de boycotter ce CTA qui n'a pu se tenir. Il sera convoqué à une date ultérieure.

Sans aucune création d'emploi dans le premier degré et avec 12 suppressions dans le second degré, la rentrée 2020 ne peut se préparer sereinement. Quant aux 5 suppressions d'emplois administratifs, emplois transférés de fait sur l'académie de Bordeaux, elle augure mal d'une réforme territoriale de l'Éducation nationale respectueuse de l'académie de Limoges et du maintien de son plein exercice.

La priorité au premier degré n'est qu'un slogan ministériel visant à masquer l'absence d'un investissement suffisant de l'État sur les premières années de la scolarité de tous les élèves, pourtant déterminante.

La FSU et ses syndicats demandent l'annulation des premières épreuves de contrôle continu (E3C) du bac Blanquer, inégalitaires et anxiogène pour les élèves et dont les conditions d'organisation sont scandaleuses. Les réformes du lycée, du baccalauréat, du lycée professionnel doivent être revues.

La FSU n'est pas dupe des annonces du gouvernement sur une revalorisation des professeurs qui compenserait les dégâts majeurs de la retraite à points sur leurs pensions. Les sommes annoncées par Blanquer lundi 13 janvier, 500 millions d'euros pour 2021, sans engagement pour la suite, ne permettent même pas de compenser l'inflation des prix sur la paye de tous les enseignants, tous les autres personnels étant par ailleurs oubliés.

La FSU appelle à faire de la journée du 24 janvier une grande journée de grève et de manifestations pour faire céder le gouvernement sur sa réforme des retraites et pour l'obliger à revoir sa politique éducative.